



Published on *Rue89* (<http://www.rue89.com>)

Iles Chagos : une base militaire US prive des habitants de leurs îles

By *Jenny Joussemet*

Created 01/11/2011 - 12:06

Entête large:

Blog principal:

Questions d'humanité ^[1]

Protection de l'environnement ne rime pas toujours avec respect des droits de l'homme. Aux îles Chagos ^[2], la création de la réserve marine la plus étendue au monde empêche le retour des habitants de l'archipel expulsés afin de permettre l'installation d'une base militaire américaine.

2 000 personnes expulsées sans droit de retour

Territoire d'outre-mer britannique situé au cœur de l'océan Indien, l'archipel des Chagos à la biodiversité exceptionnelle ^[3] voit aujourd'hui la présence d'humains interdite sur ses terres. Sur les 55 îles le constituant, 54 sont inhabitées. Seule l'île de Diego Garcia abrite depuis 1973 une base militaire américaine.

En 1965, alors que l'île Maurice négocie sa décolonisation avec l'occupant britannique, des pots-de-vin auraient été versés ^[4] aux autorités politiques du pays afin d'obtenir le détachement des Chagos du territoire mauricien.

Par la suite, près de 2 000 personnes furent forcées d'évacuer ce territoire pour rejoindre Maurice ou les Seychelles, les Chagos ayant été louées aux Américains qui souhaitaient installer une base militaire sur une île déserte.

Depuis ces départs forcés, le Groupe réfugiés Chagos (GRC) a déposé plusieurs plaintes auprès d'instances juridiques. Le 3 novembre 2000, la Haute cour de justice de Londres reconnaissait l'illégalité de la déportation et le droit au retour de ce peuple. Mais en dépit de ce jugement, cette décision n'a jamais été appliquée.

Une zone marine protégée interdite aux humains

Le 1er avril 2010, les autorités britanniques ont annoncé la création d'une « marine protected area » de plus de 544 000 km² (soit deux fois la superficie de la Grande-Bretagne) où présence humaine et pêche sont désormais interdites. L'île de Diego Garcia est, elle, exclue de cette zone protégée.

La mise en place de cette réserve naturelle, effective depuis le 1er novembre dernier, a provoqué la colère de l'île Maurice qui revendique la souveraineté sur ces terres depuis son

indépendance. Pour beaucoup en effet, la création de cette zone est un moyen déguisé pour contrôler un retour des Chagossiens vers leur territoire.

Ainsi, pour le premier ministre mauricien ^[5], Navin Ramgoolam, « cette décision britannique est illégale car la Grande-Bretagne n'est pas un Etat côtier et n'est, par conséquent, pas compétente pour établir une zone marine protégée ».

Il a par ailleurs annoncé contester la légalité de la création de cette réserve devant le Tribunal international du droit de la mer, cette décision étant selon lui contraire à la convention de 1982 sur les droits de la mer ^[6].

Un projet qui « ignore les êtres humains »

Dernier coup de théâtre, WikiLeaks a publié en décembre dernier un câble diplomatique ^[7] retranscrivant un entretien de mai 2009 entre Colin Roberts, responsable des territoires d'outre-mer au Foreign office britannique, et un conseiller politique de l'ambassade des Etats-Unis à Londres.

M. Robert aurait ainsi déclaré ^[8] qu'« avec l'archipel des Chagos déclaré zone maritime protégée, les Chagossiens ne pourront plus maintenir leur exigence pour un retour aux Chagos, leurs îles natales », ajoutant que cette réserve serait interdite aux « Vendredis », nom donné aux autochtones en référence au compagnon de Robinson Crusoé.

Pour le ministre mauricien des Affaires étrangères, Arvin Boolell :

« Les documents viennent prouver que les Britanniques ont utilisé le prétexte de l'environnement comme un cheval de Troie des temps modernes pour tenter de mettre fin aux revendications légitimes de Maurice et des Chagossiens. »

Le porte-parole du Groupe réfugiés Chagos, Olivier Bancoult, a quand à lui précisé que ^[9] sans WikiLeaks, « nous n'aurions eu accès à ces documents que le 13 mai 2029, quand ils auraient été déclassifiés ». Pour lui, ce projet « vise la protection des poissons et des coraux, mais ignore les êtres humains ».

Un nouveau dossier contenant les informations divulguées par WikiLeaks est actuellement en cours de réalisation en vue de déposer de nouvelles plaintes devant la Cour européenne des droits de l'homme et la cour de Londres.

Colombie : 34 groupes indiens menacés d'extinction ^[10]

Les barrages menacent l'existence des peuples indigènes ^[11]

Chagos : droit au retour inaliénable mais... sur Lexpress.fr ^[12]

Chagos : le parc marin devant le tribunal de la mer, sur LeFigaro.fr ^[13]

URL source: <http://www.rue89.com/questions-dhumanite/2011/01/11/une-reserve-marine-empeche-les-autochtones-dhabiter-les-iles-chagos-1>

Links:

[1] <http://www.rue89.com/questions-dhumanite>

[2] http://fr.wikipedia.org/wiki/Archipel_des_Chagos

[3] <http://www.zegreenweb.com/sinformer/nature-voyage/l'archipel-des-chagos-sanctuaire-de-la-biodiversite-marine,4512>

[4] <http://www.lexpress.mu/story/19545-comment-diego-a-ete-vendue.html>

[5] <http://www.afriquejet.com/ocean-indien/maurice/maurice-va-contester-la-legalite-de-la-zone-marine-protgee->

autour-des-chagos-2010122264953.html

[6] <http://www.un.org/french/law/los/unclos/closindx.htm>

[7] <http://www.guardian.co.uk/politics/2010/dec/03/wikileaks-cables-diego-garcia-uk>

[8] <http://www.romandie.com/infos/news2/101203165759.q1vnjbj8.asp>

[9] http://www.zinfos974.com/Les-Chagossiens-s-appuieront-sur-les-revelations-Wikileaks-devant-la-justice_a23828.html

[10] <http://www.rue89.com/questions-dhumanite/2010/09/14/colombie-34-groupes-indiens-menaces-d-extinction-166548>

[11] <http://www.rue89.com/questions-dhumanite/2010/08/16/l-existence-des-peuples-indigenes-menacee-par-les-barrages-162536>

[12] <http://www.lexpress.mu/story/15610-chagos-droit-au-retour-inalienable-mais.html>

[13] <http://plus.lefigaro.fr/note/chagos-le-parc-marin-devant-le-tribunal-de-la-mer-20101227-362779>